



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 20/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NLMK Strasbourg**

1 rue du Bassin de l'Industrie  
BP 89  
67000 Strasbourg

Références : 0006700361/GC/AG  
Code AIOT : 0006700361

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement NLMK Strasbourg, implanté 1 rue du Bassin de l'Industrie BP 89 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient après un incendie

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NLMK Strasbourg
- 1 rue du Bassin de l'Industrie BP 89 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NLMK exploite une usine de transformation de métaux ferreux (y compris les ferroalliages) par galvanisation et par laquage. La transformation comprend, notamment, les laminaires, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage.

### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rapport d'incident	Code de l'environnement du 19/08/2025, article R512-69	Sans objet
2	confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/11/2007, article 9.2.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un rapport d'incident est attendu.

Par ailleurs, bien qu'il n'y ait pas de lien direct avec l'incendie du 18 août 2025, un retour sur les incendies des années passées sur la ligne de laquage est également attendu.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : rapport d'incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2025, article R512-69
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par message électronique du 19 août 2025, l'exploitant a déclaré à l'inspection qu'un sinistre l'ayant conduit à prévenir les services d'incendie et de secours s'est déclaré au niveau de la ligne de laquage le 18 août 2025 vers 20 h 30, lors des opérations de contrôle de bon fonctionnement avant remise en production. D'après l'exploitant, le ventilateur de recirculation de l'étuve de la ligne de laquage aurait subi un

<p>échauffement. S'en serait suivi une déformation entraînant un frottement métallique générant des étincelles. Ces dernières, confinées dans le calorifugeage, auraient généré un début d'incendie.</p> <p>Les opérateurs présents sur place ont été alertés par le bruit anormal du ventilateur et, à la vue des fumées, ont déclenché la procédure de lutte contre incendie (arrêt complet des installations, utilisation du RIA pour éteindre l'incendie et alerte du SIS). L'incident a été rapidement maîtrisé. Selon l'exploitant, l'origine de l'échauffement serait peut-être la défaillance d'une vanne de régulation. Une analyse approfondie va être réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un rapport d'incident est attendu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

## N° 2 : confinement des eaux d'extinction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2007, article 9.2.4</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Eaux incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux d'incendie seront confinées dans les rétentions situées sous la ligne de laquage et sous les lignes de galvanisation, ainsi que dans le réseau d'assainissement propre du site. Le volume de rétention du site sera au minimum de 4 800 m<sup>3</sup>. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'incident, l'utilisation du RIA situé à quelques mètres du ventilateur a permis de maîtriser l'incendie en quelques minutes.</p> <p>Ces eaux d'incendie ont été collectées dans la rétention située sous la ligne de laquage. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'eau en très petite quantité sur les sols et dans le fond de la rétention. L'exploitant a indiqué que les eaux confinées dans cette rétention seront pompées et orientées vers leur station de traitement (évapo-concentration).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de défaut manifeste d'étanchéité au niveau des sols de l'unité de laquage, ni au niveau de la rétention sous cette unité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>